BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE



JANVIER 2024

collectif DDH

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

collectif DDH

janvier 2024

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Osman Hacısalihoğlu, un ancien policier qui a été sommairement démis de ses fonctions et a ensuite purgé une peine de prison en raison de sa condamnation pour liens présumés avec le mouvement Gülen, est décédé d'un cancer.

Hüseyin Geçmek, un technicien du bâtiment précédemment emprisonné pour liens avec le mouvement Gülen, est décédé vendredi d'un cancer du pancréas, qui avait commencé et s'était propagé pendant son incarcération.



Hüseyin Geçmek

Onur Selim Y., un étudiant de 20 ans se trouvant en extrême précarité s'est donné la mort dans la province d'Erzurum en se pendant à un tuyau.

Abdullah Varışlı, un détenu malade de la prison d'Erzurum Oltu qui était traité pour un cancer, est mort à l'hôpital le 16 janvier 2024.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS



L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté mercredi une résolution sur la torture et les mauvais traitements dans les lieux de détention à travers l'Europe, abordant l'augmentation des incidents présumés signalés en Turquie ces dernières années.

Conditions carcérales

- **CONDITIONS INHUMAINES et PRIVATION ARBITRAIRE DES DROITS**

Les prisonniers de la prison de type F n°2 de Tekirdağ sont surveillés par des caméras 24 heures sur 24, l'administration pénitentiaire a engagé des procédures disciplinaires contre les prisonniers qui protestaient contre cette pratique et les prisonniers ont été sanctionnés par la privation de leurs droits de communication.

Les prisonniers de la prison de type L d'Ağrı Patnos n'ont pas reçu d'eau chaude, l'eau potable distribuée aux prisonniers était contaminée et des livres appartenant à des

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

prisonniers ont été saisis lors de fouilles de cellules.

Les membres des familles des détenus d'une prison du nord de la Turquie, Ordu, ont déclaré que le manque de nutrition adéquate a entraîné des problèmes de santé croissants dans l'établissement.

Emin Güler, un prisonnier gravement malade et handicapé à 94%, détenu à la prison de type T n°2 d'Urfa, a été transféré à la prison de type L d'Erzincan contre son gré.

Les membres des familles des détenus de la prison de Çorum, dans le centre de la Turquie, se plaignent des mauvaises conditions et de la surpopulation.

- **REFUS DE SOINS MEDICAUX**

Mehmet Çoban, un prisonnier maintenu à l'isolement dans la prison de haute sécurité de Kırşehir, n'a pas été hospitalisé alors qu'il aurait dû l'être pour des problèmes de santé mentale et physique.

Mehmet Ali Uğur, un prisonnier malade de la prison de type L d'Ağrı Patnos, n'a pas reçu de nourriture adaptée à son régime.

- **VIOLENCE INFLIGEE PAR LE PERSONNEL DE PRISON**

Des gardiens de prison de Diyarbakır auraient battu six détenus qui saluaient un codétenu alors qu'il rentrait dans sa cellule après avoir reçu des visiteurs.

Les cellules des prisonniers de la prison de haute sécurité n°2 d'Ankara Sincan ont été modifiés sans aucune justification et certains prisonniers ont été soumis à des violences physiques et verbales de la part des gardiens.

Ferhat Günay, détenu à la prison d'Istanbul Marmara (Silivri), a été soumis à une fouille à nu et à une agression physique de la part des gardiens.

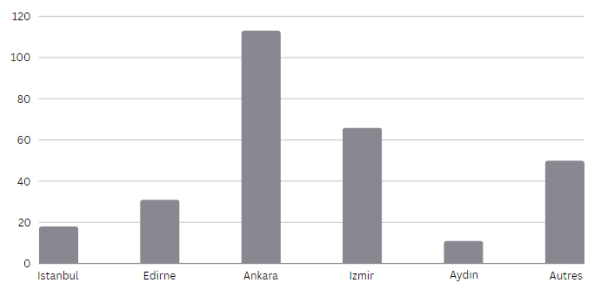
Violence des ordres de force

4 personnes (İdris Kurt, Sıtar Kurt, Canan Kurt, Sabiha Kurt) ont été soumises à la torture et aux mauvais traitements lors d'une descente de police dans le district de Yüksekova à Hakkari.

21 personnes détenues à Istanbul ont été soumises à la torture et aux mauvais traitements à la Direction provinciale de la sécurité, et que Gönül Karaman et son père ont été soumis à la violence physique des officiers de police alors qu'ils étaient détenus lors d'une descente à domicile et que leurs déclarations ont été tentées d'être prises sans être enregistrées.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois, les procureurs ont ordonné l'arrestation d'au moins **289** personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.



* Infographe produite grâce aux données de l'association Solidarity with OTHERS

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a estimé que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité.

Un ancien membre de la plus haute cour administrative de Turquie (identifié comme Ramazan E.), le Conseil d'État, a été envoyé en prison pour purger une peine en raison de ses liens avec le mouvement confessionnel Gülen.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

La police turque a effectué mardi des descentes dans 28 provinces et a arrêté un total de 165 personnes, dont des militants pacifistes et des membres du Parti de la démocratie et de l'égalité du peuple (DEM), pour des liens présumés avec le terrorisme.

Ciblage des politiciens kurdes

La députée du Parti démocratique des peuples (HDP) Hüda Kaya est maintenue en cellule d'isolement à la prison Marmara (Silivri) d'Istanbul depuis le 1er novembre 2023.



Hüda Kaya

Un procureur turc a demandé le maintien en détention provisoire de Gültan Kışanak, une femme politique kurde et l'ancienne co-maire de Diyarbakır qui est derrière les barreaux pour des accusations liées au terrorisme depuis octobre 2016.

Ciblage de population civile

Un étudiant universitaire, F.B., à Istanbul aurait été brutalisé par des colocataires en raison de son identité kurde et alévie.

REPRESSION TRANSFRONTALIÈRE

Selon un rapport de Freedom House sur la répression transnationale mondiale cité par le Centre de Stockholm pour la liberté (SCF), la campagne d'Ankara vise principalement les personnes affiliées au mouvement Gülen, mais les efforts du gouvernement se sont étendus pour inclure également les Kurdes et les gauchistes. Les autorités turques ont commis 132 incidents, soit 15 % du total, de répression transnationale directe et physique depuis 2014.

Ahmet T. Kuru, éminent universitaire turco-américain et critique du président turc Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré qu'il avait été harcelé par des policiers à Kuala Lumpur, en Malaisie, et qu'il aurait été arrêté et expulsé vers la Turquie s'il n'avait pas contacté ses amis au sein du gouvernement malaisien.



Dr. Ahmet T. Kuru

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

collectif DDH

janvier 2024

DROITS DES FEMMES

Au moins **28** femmes ont été assassinées par des hommes tandis que **19** sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

39 femmes ont été victimes de la violence physique.



Au moins 315 femmes ont été tuées par des hommes en Turquie en 2023, les incidents de féminicide augmentant pendant la période électorale en raison des "politiques misogynes" du gouvernement.

L'Association des femmes journalistes de Mésopotamie (MKG) a publié un rapport axé sur les violations présumées des droits des femmes journalistes en Turquie en 2023, qui révèle que 168 d'entre elles ont été jugées tout au long de l'année.

MINORITÉS ET GROUPES DÉFAVORISÉS

Hasan Muhammed (28), un réfugié syrien, est mort dans des circonstances suspectes au centre de rapatriement d'Ankara Akyurt.

Yeniden Refah Partisi (YRP) a utilisé des expressions discriminatoires et LGBTI+phobes telles que « S'il n'y a pas de moralité, il y a LGBT ! » et « Nous chasserons les organisations perverses de notre ville » dans les vidéos publiées sur les réseaux sociaux dans le cadre de la campagne électorale locale du 31 mars 2024.

Des assaillants masqués ont attaqué une église italienne à Istanbul pendant un service dimanche, tuant une personne, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

La Direction turque des Affaires religieuses (Diyanet) a déposé une plainte pénale contre l'écrivain et linguiste arménien Sevan Nişanyan pour ses propos sur l'appel islamique à la prière (adhan).



Sevan Nişanyan

Le club de première division turque Başakşekir a mis fin jeudi au prêt du milieu de terrain israélien Eden Kartsev, qui a reposté un message sur les médias sociaux appelant à la libération des otages détenus par les militants du Hamas.

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

collectif DDH

janvier 2024



Eden Kartsev

Les gendarmes du sud-est de la Turquie ont arrêté trois directeurs d'école en raison de leurs story WhatsApp commémorant les victimes du massacre de Roboski en 2011.

Une enseignante qui aurait ciblé le "siècle de la Turquie", une promesse de campagne du président Recep Tayyip Erdoğan visant à élever la Turquie au rang de leader mondial, a été licenciée et évincée de la fonction publique par le ministère de l'éducation.

Lors de la 16e foire du livre de Çukurova, l'affiche promotionnelle des publications Nergiz a été retirée sur instruction du gouverneur d'Adana, qui était troublé par leur livre "Coup d'État sur l'éducation nationale".

La direction des affaires religieuses dépose une plainte pénale contre l'artiste Volkan Konak, qui a critiqué la part de la présidence dans les taxes élevées sur les boissons alcoolisées et a affiché "Je bois pour vous dans un verre".

Un acteur turc de 76 ans, Orhan Aydın, est accusé d'avoir insulté le président pour avoir qualifié le président Recep Tayyip Erdoğan de "voleur" dans un tweet qu'il a posté en 2016.



Orhan Aydın

Ciblage des journalistes

Les journalistes en Turquie ont comparu 563 fois devant les tribunaux en 2023, et les tribunaux ont arrêté 27 des 72 journalistes qui étaient détenus par les forces de l'ordre.

Sinan Aygül, un journaliste local de l'est de la Turquie qui a été agressé l'année dernière par deux personnes liées au maire d'une municipalité dirigée par AKP, a été condamné à une peine de prison pour avoir insulté l'un des agresseurs.



Sinan Aygül

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

collectif DDH

janvier 2024

Plusieurs journalistes font l'objet des enquêtes et des poursuites :

Le journaliste Ahmet Ayva a été incarcéré après que sa condamnation pour des accusations liées au terrorisme ait été confirmée par la Cour suprême d'appel.



Ahmet Ayva

Un tribunal de la province de Diyarbakır a décidé de maintenir en prison une journaliste kurde, Dicle Müftüoğlu, co-présidente de l'Association des journalistes de Dicle Fırat et rédactrice à l'agence de presse Mezopotamya, qui avait été arrêtée en mai pour des accusations liées au terrorisme.



Dicle Müftüoğlu

Le journaliste Mehmet Kamış, ancien rédacteur en chef adjoint du journal turc Zaman, aujourd'hui fermé, qui a été arrêté en novembre, a déclaré que ses activités journalistiques étaient la raison de son emprisonnement.



Mehmet Kamış

Une interdiction de voyager a été imposée à un journaliste bien connu, Fatih Altaylı, dans le cadre d'une enquête ouverte sur des accusations d'éloge d'un criminel en raison de ses remarques prétendument en faveur d'un

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association ***Solidarity with Others*** *située à Bruxelles et la* ***Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV)*** *située en Turquie.*

étudiant d'université qui a frappé un manifestant portant un drapeau islamique au début de cette semaine.

Une interdiction de voyager dans le cadre de mesures de contrôle judiciaire est imposée à la journaliste Seyhan Avşar après qu'elle a fait un reportage sur des allégations qui impliquent le vice-ministre de la Justice Akın Gürlek.

Berkay Kahvecioğlu a été condamné à 1 an et 2 mois de prison pour son travail dans lequel il a utilisé l'expression "salope" du président Erdoğan contre les manifestants de Gezi avec un portrait du président.

Censure

Twitter a annoncé que la platforme avait pris des mesures contre 12 comptes en Turquie "pour éviter que le service X ne soit bloqué", censurant une fois de plus les contenus critiques à l'égard du président turc Recep Tayyip Erdoğan, comme elle l'avait fait avant les élections générales de mai, cette fois-ci avant les élections locales de mars.

La Cour constitutionnelle turque a conclu à des violations des droits dans l'interdiction d'accès aux comptes de 62 utilisateurs de X entre 2015 et 2023.

Ekşi Sözlük, l'un des sites de médias sociaux les plus populaires de Turquie, a été retiré des plateformes de distribution d'applications mobiles dans une nouvelle tentative d'empêcher ses lecteurs d'y accéder après avoir fait l'objet d'une interdiction d'accès de la part de l'autorité des télécommunications du pays l'année dernière.

Plusieurs contenus et plateformes en ligne ont été censurés, majoritairement ceux qui dénoncent les illégalités commises par le gouvernement :

- Deux contenus du site web Engelliweb daté du 14 novembre et 5 décembre 2023 et un message sur le compte Twitter du projet EngelliWeb, par une juridiction pénale à Diyarbakir, pour violation des droits de la personne,
- L'article de Seyhan Avşar de HalkTV intitulé « Comment la 2ème tentative de Zindaşti a-t-elle été empêchée dans le système judiciaire ? Le baron en fauteuil roulant ne reste pas assis », pour violation des droits de la personne,
- Au moins 3 articles de presse concernant le vice-ministre de la justice Ramazan Can qui a été filmé en train de répondre un par un aux demandes de "piston" pour l'examen de "promotion" et de les diriger vers son personnel, sur la base de la violation des droits de la personne,
- Au moins 3 articles de presse sur l'allégation que Mustafa Atmaca, un vendeur de döner à Erzurum qui a été arrêté pour avoir insulté Atatürk, a été libéré pour cause de tuberculose,
- Au moins trois articles de presse sur l'allégation selon laquelle un juge de Mardin aurait arrêté trois étudiants qui auraient injurié sa femme, une enseignante, alors qu'il se présentait à l'école avec cinq voitures de police, pour cause de violation des droits de la personne,
- Au moins deux articles et messages sur le blocage de l'accès aux nouvelles concernant l'allégation selon laquelle trois membres de la Plate-forme des amoureux du prophète (PSP), connus pour être proches du Hezbollah, ont été

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

employés comme enseignants dans des écoles affiliées au ministère de l'éducation nationale,

- Un article sur les juges et les procureurs dont les mutulations ont été modifiées dans le cadre du décret du Conseil supérieur de magistrature (HSK),
- Au moins trois articles de presse concernant une femme victime de violences de la part de son mari alors qu'elle diffusait en direct sur TikTok,
- Un reportage sur l'allégation selon laquelle le recteur de l'université de Boğaziçi, Naci İnci, a ouvert les bases de données contenant les données personnelles des étudiants et des membres du corps enseignant de l'université à l'examen de entreprises de consultance,
- Au moins 3 articles de presse mentionnant l'homme d'affaires azerbaïdjanais Mübariz Mansimov Gurbanoğlu.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Une plateforme internationale établie par quatre associations de juges en Europe pour promouvoir l'État de droit en Turquie a appelé le pays à prendre les mesures nécessaires à la restauration de l'État de droit et à se conformer aux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

Environ 23 400 requêtes de la Turquie sont pendantes devant la CEDH, ce qui en fait le pays ayant le plus grand nombre d'affaires en 2023, selon les statistiques de la Cour.

La Cour constitutionnelle de Turquie a reçu près de 220 000 requêtes individuelles au cours des deux dernières années de la part de personnes qui affirment avoir été victimes de violations des droits, ce qui constitue un nouveau signe de la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Le système judiciaire turc est confronté à une crise, la Cour suprême d'appel ayant défié pour la deuxième fois une décision de la Cour constitutionnelle (AYM) dans l'affaire de Can Atalay, un avocat et militant des droits qui a été élu au parlement en mai.

Un tribunal d'Istanbul a prononcé une peine de prison de deux ans et demi à l'encontre d'un fils du président somalien impliqué dans un accident de voiture mortel en Turquie en novembre, mais l'a convertie en une amende de 27 300 TL (906 $).



The son of the Somali president who was involved in a deadly car accident in Turkey

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

"Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme" est un groupement basé à Paris, ayant pour but de sensibiliser aux violations des droits humains en Turquie et de créer des sources francophones en la matière.

CONTACT

https://collectifddh.fr/

collectifddh@gmail.com

RÉFÉRENCES ET SOURCES

Ce bulletin est rédigé grâce à

Association Solidarity with OTHERS située à Bruxelles

et

Fondation de Turquie des droits humains (TIHV) située en Turquie.